

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 juni 2023 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° begunstigde: de begunstigde in de zin van artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit;

2° niet-naleving: de niet-naleving in de zin van artikel 2, 17°, van het besluit van de Waalse Regering van 2023 juli betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit.

Art. 2. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in titel 1 en titel 2, hoofdstukken 1 en 2, afdeling 1, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit, leidt de niet-naleving van de vereisten van de artikelen 4 en 8 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen voor Natura 2000-locaties tot de toepassing van administratieve sancties.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 stelt de Minister een systeem van administratieve sancties vast op basis van de ernst, de omvang, de hardnekkigheid en de herhaling van het geval van niet-naleving.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° hangt de ernst van het geval van niet-naleving af van de omvang van de gevolgen die de niet-naleving met zich brengt, gelet op het doel van de niet-nageleefde vereisten;

2° hangt de omvang van de niet-naleving af van het effect ervan op de hele interventie;

3° hangt het permanente karakter van de niet-naleving af van de periode waarin de gevolgen van de niet-naleving voortduren en van de mogelijkheid om de niet-naleving met redelijke middelen te beëindigen;

4° hangt de herhaling van het geval van niet-naleving af van de vaststelling, gedurende de laatste vier jaar, van gelijkaardige gevallen van niet-naleving door dezelfde begunstigde.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206487]

9 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne les règles d'évaluation, d'amortissements, de constitution de provisions pour risques et charges, de réduction de valeur et de réévaluation et d'affectation du résultat applicables à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 28/7, inséré par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 94 à 97, insérés par le décret du 17 décembre 2015 modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 10 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juillet 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 2023;

Vu l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, donné le 1^{er} septembre 2023;

Vu l'avis de la Cellule d'informations financières, donné le 1^{er} septembre 2023;

Vu l'avis du Conseil général de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 7 septembre 2023;

Vu l'avis 74.487/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale, de la Ministre en charge des allocations familiales et du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé*

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre II, Chapitre III, la section 4, comportant les articles 394 à 399, est abrogée.

Art. 3. Dans le même code, il est inséré une Partie première/2, comportant les articles 10/69 à 10/84, rédigée comme suit :

« PARTIE PREMIERE/2. Dispositions comptables et budgétaires applicables à l'Agence

TITRE I^{er}. — *Règles d'évaluation et d'affectation du résultat comptable*

Art. 10/69. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1^o l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

2^o le DOCN : un document mensuel qui comprend toutes les dépenses relatives aux prestations et interventions visées à l'article 43/7 du Code wallon de l'action sociale et de la santé comptabilisées par l'organisme assureur wallon au cours du mois concerné;

3^o la déclaration APA : un document qui reprend les données mensuelles relatives aux dépenses comptabilisées par les organismes assureurs wallons pour les prestations visées au livre III^{quater} du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé au cours du mois concerné

Art. 10/70. Les règles d'évaluation sont énumérées dans l'ordre de présentation du bilan, en commençant par les rubriques de l'actif, pour terminer par celles du passif.

Art. 10/71. Les règles d'évaluation doivent être identiques, d'un exercice à l'autre, sans modification, sauf si l'évolution des circonstances interdit la poursuite de leur utilisation; dans ce cas, une mention spéciale est faite si le changement a des conséquences significatives.

Art. 10/72. § 1^{er}. La date de clôture de l'exercice comptable est fixée au 31 décembre de chaque année.

Les opérations concernant l'exercice comptable clôturé et pour lesquelles une connaissance suffisante est acquise avant le 28 février de l'année qui suit sont encore enregistrées dans les comptes de l'année précédente.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les factures DOCN et celles relatives aux déclarations APA en provenance des organismes assureurs wallons ainsi que celles en provenance des caisses d'allocations familiales sont transmises à l'Agence pour le 30 avril de l'année qui suit au plus tard.

Art. 10/73. § 1^{er}. Le principe d'évaluation de base est celui de la valeur historique, soit la valeur d'acquisition, sous déduction éventuelle des amortissements et réduction de valeur ou réévaluations pour les comptes d'actifs.

§ 2. Les amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges sont constitués systématiquement et ne dépendent pas du résultat de l'exercice.

Les avoirs immobilisés d'une valeur supérieure ou égale à 1.000 euros hors T.V.A. sont repris à l'actif du bilan.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, les biens mobiliers sont comptabilisés à l'actif lorsque la valeur du bien est supérieure à cent euros hors T.V.A.

Le matériel informatique est comptabilisé en investissements s'il est supérieur à 500 euros hors T.V.A.

Art. 10/74. Le taux d'amortissement appliqué aux immobilisations incorporelles correspond à la durée d'utilité de l'immobilisé.

Dans le cas de la consultance informatique, les prestations qui permettent d'aboutir à un produit qui donne une plus-value à l'immobilisé sont comptabilisées en immobilisation.

Par dérogation à l'alinéa 2, la consultance de maintenance ou de dépannage ponctuel est prise en charge dans l'année.

Les frais d'acquisition de software informatique sont portés à l'actif à partir de 10.000 euros hors T.V.A. par unité."

Art. 10/75. § 1^{er}. Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées au prix d'acquisition, à savoir le prix d'achat et les frais accessoires, tels que, à titre non exhaustif, les frais d'emballage, les frais d'assurance, les frais de douane, les impôts non récupérables, les frais de transport et d'installation, pour autant que ces frais soient inscrits dans la facture initiale d'acquisition.

Les immobilisations évaluées à leur prix d'acquisition sont portées au bilan pour cette même valeur, déduction faite des amortissements et des réductions de valeur y afférents.

Le taux d'amortissement est basé sur la durée probable d'utilisation du bien.

§ 2. Tous les amortissements sont calculés de manière linéaire et sans valeur résiduaire.

La première année d'amortissement est calculée sur douze mois complets, à partir de l'année d'acquisition.

Les taux d'amortissement sont :

Intitulé	Taux	Mode
Frais de software	33,33 pour cent	Linéaire
Frais d'acquisition d'immeubles	100 pour cent	Linéaire
Immeubles	3,33 pour cent	Linéaire
Aménagement d'immeubles en location	10 pour cent maximum	Linéaire

Intitulé	Taux	Mode
Aménagement d'immeubles en propriété	5 pour cent maximum	Linéaire
Installations, machines et outillage	20 pour cent	Linéaire
Mobilier	10 pour cent	Linéaire
Matériel	10 pour cent	Linéaire
Matériel informatique	33,33 pour cent	Linéaire
Matériel roulant	25 pour cent	Linéaire

Les frais d'aménagement d'immeubles sont amortis selon un taux de dix pour cent ou selon la durée du bail, si celle-ci est inférieure à dix ans.

Dans l'hypothèse où l'Agence est propriétaire des bâtiments où les travaux sont effectués, les frais d'aménagement sont amortis sur base de leur durée d'utilisation réelle avec un taux d'amortissement maximal de cinq pour cent.

§ 3. Les amortissements pour l'actif en location-financement sont échelonnés sur la même durée que celle appliquée pour une immobilisation corporelle correspondante en pleine propriété.

§ 4. Les immobilisations corporelles peuvent être réévaluées lorsque la valeur de marché dépasse de manière durable la valeur d'inscription. Cette correction est portée au passif du bilan en regard de la rubrique plus-value de réévaluation.

La réévaluation de la valeur comptabilisée est autorisée si elle concourt à donner une image plus fidèle du patrimoine. Les plus-values de réévaluation sont amorties sur la durée de vie restante de l'élément de l'actif, directement en regard de la plus-value initialement inscrite au bilan.

En cas de réduction de valeur ultérieure, la plus-value de réévaluation peut être passée aux pertes jusqu'à concurrence de la partie non encore amortie de la plus-value.

Les plus-values de réévaluation ne sont pas intégrées dans le capital ou les réserves.

Art. 10/76. Les créances à plus d'un an sont comptabilisées à leur valeur nominale au moment où elles apparaissent et sont contrôlées au moins une fois par an.

Si nécessaire, une réduction de valeur est actée après traitement du dossier par le service juridique de l'Agence.

Les créances douteuses à long terme font l'objet de réductions de valeur pour la totalité des montants inscrits dans l'année.

Art. 10/77. Les créances à un an au plus sont comptabilisées à leur valeur nominale au moment où elles apparaissent. Elles sont contrôlées au moins une fois par an.

Si nécessaire, une réduction de valeur est actée après traitement du dossier par le service juridique de l'Agence.

Les créances douteuses à court terme font l'objet de réductions de valeur pour la totalité des montants inscrits dans l'année.

Art. 10/78. Les comptes de régularisation permettent d'opérer une césure nette entre deux exercices comptables.

Ils reprennent les proratas des charges ou des produits qui échoient au cours d'un exercice ultérieur, attachés à l'exercice en cours, ou des charges ou des produits échus durant l'exercice en cours, afférents à un exercice ultérieur.

Les pièces comptables à prendre en compte lors de l'établissement des comptes de régularisation respectent les règles énoncées à l'article 10/78.

Art. 10/79. Les réserves indisponibles au 1^{er} janvier 2023 sont constituées des réserves indisponibles de 12.500.000 euros figurant dans les comptes au 31 décembre 2022, des réserves spéciales infrastructures d'une valeur de 30.000.000 euros et de 100.000.000 euros prélevés sur les bonis reportés.

Celles-ci sont augmentées d'un montant correspondant à dix pour cent du résultat annuel en cas de boni et plafonnées à 185.000.000 euros.

Art. 10/80. Les bénéfices ou les pertes reportés sont constitués des résultats annuels non affectés aux réserves.

Art. 10/81. Les provisions pour risques et charges reprennent les montants des provisions constituées pour couvrir des charges bien définies pour lesquelles le moment de la dépense et son importance sont connus de manière définitive, mais dont le montant peut uniquement être estimé.

Elles permettent de prévoir de grosses réparations en ce qui concerne les bâtiments et le matériel, elles couvrent le contentieux juridique et les charges générées par les pensions et obligations similaires.

Dans le cas où les provisions excèdent, en fin d'exercice, l'appréciation actuelle des montants à couvrir, la partie excédentaire est reprise au crédit du compte de résultats.

Les dépenses en liaison avec les provisions sont couvertes par priorité par prélèvement sur celles-ci.

Art. 10/82. Les dettes à un an au plus reprennent les dettes vis-à-vis des fournisseurs, du personnel ainsi que les prestations sociales à payer aux services agréés, aux entreprises et autres prestataires de services ainsi que les prestations allouées aux médecins. Les cautionnements reçus en numéraires sont également repris.

Les soldes restants dus en fin d'exercice sont mentionnés au bilan.

Art. 10/83. Les droits et engagements qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur la situation financière de l'Agence figurent dans une annexe du bilan. Ils sont comptabilisés en comptes de classe 0.

Art. 10/84. Pour les années 2023 et 2024, la comptabilisation des immobilisations corporelles se fait à partir de 250 euros hors T.V.A. et celle des immobilisations incorporelles à partir de 5.000 euros hors T.V.A. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 5. Le Ministre qui a la santé et l'action sociale dans ses attributions et le Ministre qui a le budget dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206487]

9 NOVEMBER 2023. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende bepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid inzake de regels voor waardering, afschrijving, voorzieningen voor risico's en lasten, waardevermindering en herwaardering en resultaatbepaling van toepassing op het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 28/7, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen);

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, de artikelen 94 tot 97, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat) en het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het verslag van 10 juli 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juli 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 september 2023;

Gelet op en het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht, gegeven op 1 september 2023;

Gelet op het advies van Cel voor financiële informatie, gegeven op 1 september 2023;

Gelet op de het advies van de Algemene Raad van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), gegeven op 7 september 2023;

Gelet op advies nr. 74.487/2 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Sociale Actie, van de Minister belast met Kinderbijslag en van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.*

Art. 2. In Deel II, Boek V, Titel II, Hoofdstuk III van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid, wordt Afdeling 4, dat de artikelen 394 tot 399, opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een Deel I/2 ingevoegd, dat de artikelen 10/69 tot 10/84 omvat, luidend als volgt:

“DEEL I/2. Boekhoudkundige en budgettaire bepalingen die van toepassing zijn op het Agentschap

TITEL I. — Regels voor de evaluatie en de bestemming van het boekhoudkundig resultaat

Art. 10/69. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1° het Agentschap: het “Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles” (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

2° het “DOCN”: een maandelijks document met alle uitgaven met betrekking tot de prestaties en tussenkomsten bedoeld in artikel 43/7 van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid die door de Waalse verzekeringsinstelling tijdens de betrokken maand werden verrekend;

3° de APA-aangifte: een document met de maandelijks gegevens betreffende de uitgaven die door de Waalse verzekeringsinstellingen werden verrekend voor de prestaties bedoeld in boek III^{quater} van het Waalse wetboek van Sociale actie en Gezondheid tijdens de betrokken maand.

Art. 10/70. De schattingsregels worden opgesomd met inachtneming van de orde van voorstelling van de balans, te beginnen met de rubrieken van de activa om te eindigen met die van de passiva.

Art. 10/71. De schattingsregels zijn identiek voor elk boekjaar en worden niet gewijzigd, behalve wegens omstandigheden die de verdere toepassing ervan niet meer toelaat; in dat geval wordt voorzien in een speciale melding als de wijziging noemenswaardige gevolgen heeft.

Art. 10/72. § 1. De afsluitingsdatum van het boekjaar wordt vastgesteld op 31 december van elk jaar.

De verrichtingen die betrekking hebben op het afgesloten boekjaar en waarvoor voldoende kennis is verworven vóór 28 februari van het volgende jaar, worden nog steeds geboekt in de rekeningen van het voorgaande jaar.

§ 2 In afwijking van paragraaf 1, tweede alinea, worden de “DOCN”-facturen en de facturen met betrekking tot de “APA”-aangiften van de Waalse verzekeringsinstellingen en die van de kinderbijslagfondsen uiterlijk op 30 april van het volgende jaar naar het Agentschap gestuurd.

Art. 10/73. § 1. Het basisbeginsel voor de evaluatie is dat van de historische waarde, d.w.z. de aanschafwaarde, verminderd met eventuele afschrijvingen en waardeverminderingen of herwaarderingen voor activarekeningen.

§ 2. Afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en lasten worden systematisch aangelegd en zijn niet afhankelijk van het resultaat van het boekjaar.

Vaste activa met een waarde van € 1.000 of meer, exclusief btw, worden op de balans opgenomen als activa.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, worden roerende goederen opgenomen als activa wanneer de waarde van het goed hoger is dan honderd euro exclusief B.T.W.

IT-materieel wordt als investering opgenomen als de waarde ervan meer dan 500 euro exclusief B.T.W. bedraagt.

Art. 10/74. Het afschrijvingspercentage dat wordt toegepast op immateriële vaste activa komt overeen met de gebruiksduur van de vaste activa.

Bij IT-consultancy worden de diensten die resulteren in een product dat een meerwaarde geeft aan de vaste activa opgenomen als vaste activa.

In afwijking van het tweede lid, wordt de adviesverlening inzake onderhoud of eenmalige probleemoplossing tijdens het jaar gedekt.

De aanschafkosten van softwares worden geactiveerd vanaf 10.000 euro per eenheid, exclusief BTW. ”

Art. 10/75. § 1. De materiële en immateriële activa worden geregistreerd volgens hun koopprijs, meer bepaald de aankoopprijs en de bijkomende kosten, zoals, maar niet beperkt tot, verpakingskosten, verzekeringskosten, douanekosten, niet-recupereerbare belastingen, transport- en installatiekosten, op voorwaarde dat deze kosten zijn opgenomen in de initiële aankoopfactuur.

De volgens hun koopprijs geschatte activa worden tot beloop van dezelfde waarde geboekt, na aftrek van de desbetreffende afschrijvingen en waardeverminderingen.

Het afschrijvingspercentage is gebaseerd op de waarschijnlijke gebruiksduur van het goed.

§ 2. Alle afschrijvingen worden op lineaire wijze en zonder residuele waarde berekend.

Het eerste afschrijvingsjaar wordt over twaalf volledige maanden berekend, vanaf het jaar van aanschaffing.

De aflossingspercentages zijn de volgende:

Label	Coëfficiënt	Wijze
Softwarekosten	33,33 percent	Lineair
Aankoopkosten onroerende goederen	100 percent	Lineair
Onroerende goederen	3,33 percent	Lineair
Inrichting van gehuurde onroerende goederen	Hoogstens 10 percent	Lineair
Inrichting van onroerende goederen in eigendom	Hoogstens 5 percent	Lineair
Installaties, machines en uitrusting	20 percent	Lineair
Meubilair	10 percent	Lineair
Materieel	10 percent	Lineair
Informaticamaterieel	33,33 percent	Lineair
Rollend materieel	25 percent	Lineair

De kosten voor de inrichting van onroerende goederen worden afgeschreven op grond van een coëfficiënt van 10 of van de duur van de huurovereenkomst als die korter is dan tien jaar.

Indien het Agentschap eigenaar is van de gebouwen waar de werkzaamheden worden uitgevoerd, worden de inrichtingskosten afgeschreven op basis van de werkelijke gebruiksduur met een maximaal afschrijvingspercentage van vijf procent.

§ 3. De activa in leasing worden afgeschreven over dezelfde periode als de overeenstemmende vaste activa in volle eigendom.

§ 4. Materiële activa kunnen het voorwerp uitmaken van een nieuwe schatting als blijkt dat de marktwaarde constant hoger ligt dan de boekwaarde. De rechtzetting wordt geboekt op de passiefzijde in de rubriek herwaarderingsmeerwaarden.

De herwaardering van de boekwaarde is toegestaan als dit bijdraagt om een getrouwer beeld te geven van de activa. De herwaarderingsmeerwaarden worden afgeschreven over de resterende levensduur van het actief bestanddeel, rechtstreeks tegenover de aanvankelijk geboekte meerwaarde.

Bij een latere waardevermindering mag de herwaarderingsmeerwaarde afgeboekt worden tot beloop van het nog niet afgeschreven gedeelte van de meerwaarde.

De herwaarderingsmeerwaarden worden niet in het kapitaal opgenomen, noch in de reserves.

Art. 10/76. Vorderingen op meer dan één jaar worden geboekt tegen hun nominale waarde op het moment dat ze ontstaan en worden minstens één keer per jaar gecontroleerd.

Indien nodig wordt een waardevermindering geboekt nadat het dossier door de juridische afdeling van het Agentschap is behandeld.

Op dubieuze vorderingen op lange termijn worden waardeverminderingen toegepast voor het volledige bedrag dat in het jaar is geboekt.

Art. 10/77. Vorderingen op ten hoogste één jaar worden opgenomen tegen hun nominale waarde op het moment dat ze ontstaan. Ze worden minstens één keer per jaar gecontroleerd.

Indien nodig wordt een waardevermindering geboekt nadat het dossier door de juridische afdeling van het Agentschap is behandeld.

Op dubieuze vorderingen op korte termijn worden waardeverminderingen toegepast voor het volledige bedrag dat in het jaar is geboekt.

Art. 10/78. Overlopende rekeningen worden gebruikt om een duidelijke onderbreking te maken tussen twee boekjaren.

Ze omvatten het pro rata aandeel van kosten of opbrengsten die verschuldigd zijn tijdens een volgend boekjaar, verbonden aan het lopende boekjaar, of van de lasten of inkomsten die verschuldigd zijn tijdens het lopende boekjaar, en betrekking hebben op een volgend boekjaar.

De boekhoudkundige stukken die in aanmerking moeten worden genomen bij het opstellen van overlopende rekeningen voldoen aan de regels van artikel 10/78.

Art. 10/79. De onbeschikbare reserves op 1 januari 2023 bestaan uit de onbeschikbare reserves van 12.500.000 euro die op de rekeningen staan op 31 december 2022, de bijzondere infrastructuurreserves ter waarde van 30.000.000 euro en 100.000.000 euro uit overgedragen bonussen.

Deze worden verhoogd met een bedrag dat overeenkomt met tien procent van het jaarresultaat in het geval van bonussen en een maximum van 185.000.000 euros.

Art. 10/80. De overgedragen winsten of verliezen bestaan uit de jaarresultaten die niet bij de reserves gevoegd worden.

Art. 10/81. Voorzieningen voor risico's en kosten omvatten de bedragen van de voorzieningen die zijn aangelegd ter dekking van welbepaalde kosten waarvan het tijdstip van de uitgave en het belang ervan definitief bekend zijn, maar waarvan het bedrag slechts kan worden geschat.

Ze dienen voor de dekking van belangrijke herstellingen van gebouwen en materieel, alsook van juridische geschillen en lasten in verband met pensioenen en gelijkaardige verplichtingen.

Indien die provisies aan het einde van het boekjaar hoger zijn dan de geschatte bedragen die gedekt moeten worden, wordt het overschot als krediet op de resultatenrekening geboekt.

De uitgaven inherent aan die provisies worden bij voorrang door opnemingen op bedoelde provisies gedekt.

Art. 10/82. Schulden op ten hoogste één jaar omvatten schulden aan leveranciers, personeel en sociale uitkeringen te betalen aan erkende diensten, bedrijven en andere dienstverleners, evenals uitkeringen toegekend aan artsen. Borgtochten ontvangen in contanten worden ook opgenomen.

Openstaande saldi aan het einde van het jaar worden opgenomen in de balans.

Art. 10/83. Rechten en verplichtingen die waarschijnlijk van invloed zullen zijn op de financiële situatie van het Agentschap worden opgenomen in een bijlage bij de balans. Ze worden opgenomen in klasse 0-rekeningen.

Art. 10/84. Voor de jaren 2023 en 2024 worden materiële activa opgenomen vanaf 250 euro exclusief B.T.W. en immateriële activa vanaf 5.000 euro exclusief B.T.W."

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 5. De Minister van sociale actie en gezondheid en de Minister van begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 november 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT